

Je voudrais débiter par quelques généralités sur la politique étrangère du Canada. Les hommes que j'ai mentionnés tout à l'heure, de même que bien d'autres, ont oeuvré pendant très longtemps (plus longtemps même que les quarante-six ou quarante-sept ans d'existence de cette organisation) pour modifier la position du Canada, pour en faire de plus en plus un miroir des aspirations, des désirs et de l'attitude générale du peuple de ce pays. J'estime d'ailleurs, et je crois que vous serez tous d'accord avec moi, qu'il n'y a pas eu plus grand architecte de la politique étrangère canadienne que M. Pearson, avec qui M. Ignatieff a travaillé dans les débuts de l'ONU. Aujourd'hui, nous possédons une politique étrangère dont j'ai dit à plusieurs occasions qu'elle était fondamentalement le prolongement de notre politique intérieure face au monde. En d'autres termes, ma responsabilité et celle de plusieurs milliers de mes collaborateurs revient à s'inspirer des objectifs à long et à moyen terme du Canada et, par le biais d'initiatives et de mesures de politique étrangère, de favoriser au maximum leur réalisation.

Voilà une définition fort simple et directe. Pourtant, elle exige que l'on s'y arrête plus longuement. D'abord, et c'est évident pour tous, parce que l'unanimité est loin d'être faite sur les objectifs à court et à long terme du Canada et qu'il est peut-être plus urgent qu'il ne l'a jamais été d'en discuter sérieusement. Deuxièmement, ces objectifs et aspirations s'inscrivent pour beaucoup dans une perspective à court terme essentiellement, et peut-être fatalement, subjective. Par conséquent, même si l'on parle de se servir des orientations et des initiatives de la politique étrangère pour appuyer nos objectifs nationaux, il importe de bien comprendre qu'il faudra inévitablement, à certains moments, se fonder sur des considérations à beaucoup plus long terme